

15, passage Dubail, Paris  
**ABONNEMENTS**  
France, 1 an ..... 22 fr.  
— 6 mois ..... 11 fr.  
Etranger, 1 an ..... 40 fr.  
— 6 mois ..... 20 fr.  
Compte Chèque Postal  
Bardin Alfred  
N° 1907-81, Paris

# La Lutte Ouvrière



**Blum prend des sanctions**  
**Rien contre la police !**  
**Rien contre La Rocque-Doriot !**  
Saisie, inculpation, perquisition  
contre  
« La Lutte Ouvrière »

★  
Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste  
(Bolchévick-Léniniste) - Section Française de la 4<sup>e</sup> Internationale

## MM. les assassins... continuent !...

Pour avoir dit aux ouvriers "d'épurer" leurs boîtes des fascistes  
**Nous sommes saisis, perquisitionnés, poursuivis, notre meeting est interdit !**

**Un million de travailleurs aux obsèques des fusillés de Clichy**  
Durant toute la manifestation, le drapeau rouge de la 4<sup>e</sup> Internationale a flotté

Toute la presse réactionnaire, et radicale : l'«*Europe*», «*Paris-Midi*», «*Paris-Soir*», le «*Petit Parisien*», le «*Journal*», annonçaient des révélations sensationnelles sur les provocations «*trotskystes*» à l'occasion des débats de la Chambre.

Par exemple, le «*Journal*» écrivait : «*Dégager comme nous l'avons dit la responsabilité gouvernementale du sang versé en la rejetant d'une part sur le trotskysme, d'autre part sur le fascisme. Tel sera le discours présidentiel.*» «*Paris-Soir*», «*Paris-Midi*», ne prétendaient pas autre chose. Le «*Petit Parisien*» expliquait «*que les recherches les plus actives se poursuivent afin d'éclaircir... si au moins ils ne s'étaient pas mêlés des fauteurs de troubles affiliés vraisemblablement à des groupements... révolutionnaires trotskystes.*»

L'«*Humanité*» qui avait pourtant pris l'habitude d'expliquer toutes «*les provocations*» par «*le trotskysme*» se taisait. Il était en effet difficile d'appliquer à des événements vécus par des milliers de travailleurs, la thèse officielle de Moscou. C'est pourquoi les calomnieux stalinien ont laissé agir les calomnieux fascistes, réactionnaires et radicaux... L'affiche ignoble et ridicule de M. Desphilippou écrite au nom des «*Amicales socialistes*» (sans les consulter!) et attribuant les assassinats de Clichy «*aux agents de la Gestapo*», dans l'espoir de compromettre ainsi les révolutionnaires en reprenant la calomnie stalinienne classique n'a reçu aucun commentaire dans le «*Populaire*». Blum devait faire des révélations sensationnelles, pour expliquer pourquoi sa police gouvernementale bourrée d'armes et de cadres fascistes, avait assassiné les travailleurs, son chef hiérarchique socialiste Dormoy s'étant résolu, malgré les avertissements, à protéger coûte que coûte les croix de feu.

On allait voir ce qu'on allait voir... Et on a vu un dégonflé sans précédent. Les calomnieux fascistes, réactionnaires, radicaux, social-démocrates, stalinien ont reculé, faisant par là la preuve éclatante, que leurs campagnes sur «*la provocation trotskyste*» n'est qu'une comédie dictée par la frousse devant la montée révolutionnaire.

Les porte parole de la réaction et du fascisme ont interpellé le gouvernement principalement pour exprimer la volonté du patronat de voir réprimer les magnifiques actions de lutte des ouvriers à Argenteuil (soie artificielle) à Clichy (maison Lomercier), chez Geoffroy-Delort, chez Citroën, à Colombes (chez Alstom), à Levallois (chez Ollida), à Pierrefitte (maison Pautz), à Gennevilliers (Gnome et Rhône), à la société «*Le Carbone*», à Bobigny («*Illustration*»), à Issy-les-Moulineaux (chez Landron), à Boulogne (à l'usine L.M.T.), chez Gnome et Rhône, à l'usine Kellermann. Dans chacune de ces boîtes, spontanément les ouvriers ont trouvé la solution juste pour une véritable «*épuration*» : ils ont chassé les fascistes ! Et les porte-parole de ces derniers exigent que ça cesse.

Blum s'incline et déclare «*que le gouvernement y tiendra sévèrement la main*» et est «*convaincu*» que les organisations responsables de la classe ouvrière ne laisseront pas s'introduire dans la vie corporative des pratiques auxquelles répugne le tempérament français » (Les dirigeants de la Fédération des métaux ont déjà obéi !)

Aussi le même Blum peut-il se rendre cette justice que le gouvernement «*n'a cessé d'être depuis dix mois, un*

gouvernement de front national (exclamations!) excusez ce lapsus, un gouvernement national de front populaire... »

Il met en cause sous l'hypocrite forme interrogative des manifestants : «*N'y a-t-il pas quelque chose de disproportionné, quelque chose de blessant, de dangereux, à appeler une ville entière pour protester autour de cette réunion inoffensive et presque familiale ?*»

Après lui, le président Duclos, au nom du groupe communiste, sans rien relever des infamies prononcées contre les ouvriers communistes eux-mêmes et contre les manifestants, viendra se borner à établir que le P.S.F. est une organisation «*facticeuse*». C'est lui qui d'ailleurs a rédigé l'ordre du jour de confiance, qui constitue l'avalisation du crime.

La conclusion du débat est claire. Capitulation complète devant la volonté des fascistes et des radicaux ! MM. les assassins peuvent continuer ! Pas l'ombre d'une sanction !

Mais voyons l'autre côté de la question : Pas de sanctions pour les assassins, pour les cadres fascistes et réactionnaires de la police ! Oui, mais les sanctions pour les ouvriers. On va «*mettre un terme*» à l'épuration spontanée par les ouvriers eux-mêmes dans les usines !

Et les sanctions sont déjà déclanchées sur ceux qui représentent la volonté révolutionnaire des masses, c'est-à-dire sur les «*trotskystes*».

Rien contre les assassins, pas la moindre mesure. Mais une nouvelle inculpation de la «*Lutte Ouvrière*». Perquisition policière chez certains de nos militants. Interdiction de notre meeting «*pour libérer les travailleurs arrêtés à Clichy !*» et pour aider les victimes à faire la lumière et à punir les responsables.

Plus que jamais le «*Parti Ouvrier Internationaliste*», demande aux ouvriers, de persévérer dans la voie de l'épuration «*par leurs méthodes de lutte de classe*», en chassant eux-mêmes les cadres réactionnaires et fascistes ; il demande à tous les travailleurs de les imiter, et de coordonner leurs efforts dans cette voie.

Dans l'organisation persécutée, parce qu'elle leur dit la vérité, et leur montre le vrai chemin de la lutte contre le fascisme et le capitalisme, les ouvriers reconnaîtront de plus en plus leur organisation, leur parti.

Le mardi 23 mars, dans la matinée le commissaire Badin s'est présenté à l'imprimerie Carbone pour y saisir la LUTTE OUVRIERE, dont le gérant, notre camarade Aiache, est poursuivi pour provocation de militaires à la désobéissance.

La poursuite vise spécialement la déclaration de notre parti parue dans notre dernier numéro. Ayant fait chou-blanc, le commissaire Badin s'est introduit dans la matinée au siège des Publications Populaires. Personne ne s'y trouvait, le local a été mis à sac, le moindre objet déplacé, des fiches éparpillées, des piles de journaux bouleversées.

Le mercredi 23, la police a perquisitionné chez nos camarades P. Naville et F. Zeller pendant plusieurs heures, faisant main basse sur tout ce qui pouvait lui servir un jour ou l'autre.

Dans l'après-midi la préfecture nous signifiait que le meeting que nous organisions pour la commémoration de La Commune était interdit.

Dès maintenant, le P.O.I. prend l'initiative d'organiser un grand meeting pour protester contre la saisie du «*Libéraire*», de «*la Lutte Ouvrière*», de «*la Jeune Garde*», etc.

### Dans les usines...

### En chassant les fascistes, les ouvriers pratiquent la politique «*trotskyste*»

Dans notre numéro spécial du jeudi 18 mars nous mettions au centre de notre propagande le mot d'ordre de comités d'ouvriers, fonctionnaires pour chasser des usines, de la police, de l'administration, de l'armée les ouvriers, fonctionnaires et autres appartenant aux organisations fascistes.

Dans le fait les ouvriers l'ont déjà fait leur. Dans de nombreuses usines les fascistes ont été mis à la porte, du plus petit jusqu'au plus galonné, non sans parfois s'être fait caresser. La presse bourgeoise mène grand tapage autour de ces atteintes à la liberté du travail. La presse du Front populaire fait silence, faisant ainsi la généralisation du mouvement, aidant de toutes ses forces les efforts de liquidation de la direction de la Fédération des métaux et du bureau confédéral. Le patronat riposte par des lock-outs de masse.

Seule la LUTTE OUVRIERE, seul le PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE répondent :

Pas de liberté pour ceux qui veulent réduire les maigres libertés conquises par la classe ouvrière dans une lutte acharnée contre la bourgeoisie.

Contrôle ouvrier sur l'embauche pour dépister et expulser les fascistes des usines ;

Comités d'usine pour le contrôle ouvrier ;

Contre les lock-out, occupation de masse.

### Blum fait poursuivre Karl Marx et Révolution

A nouveau et pour la quatrième fois Révolution, organe des nos jeunes socialistes révolutionnaires est poursuivie par la justice de classe.

En effet, le juge d'instruction Verdier a inculpé notre camarade Stratisky, gérant du journal des J.S.R. de provocation de militaires à la désobéissance pour un appel aux soldats paru dans Révolution.

Le passage incriminé est le suivant : «*Les ouvriers ne doivent pas tirer contre leurs frères de classe, mais ils doivent retourner leurs armes contre leur propre bourgeoisie. Les prolétaires n'ont pas de patrie !*» (Une phrase de Lénine. Une phrase de Marx).

Notre camarade Stratisky a déclaré au juge qu'il était solidaire de la politique de notre organisation et qu'il approuvait entièrement le passage incriminé, d'autant plus qu'il s'agissait de citations de Lénine et de Marx.

En même temps se trouve confirmé par la répression que nous sommes bien fidèles aux principes révolutionnaires et que si Lénine et Marx revenaient, ils seraient poursuivis aujourd'hui comme... «*trotskystes*».

Après les défilés sans caractère et sans consistance de ces deux dernières années auxquels nous avons assisté dimanche à une manifestation d'un véritable prolétariat révolutionnaire.

Des centaines de milliers d'ouvriers au visage contracté par la haine de classe, aux yeux ardents prêts à la riposte et à la vengeance ont défilé pendant des heures.

Mille Internationales pour un timide Marseillaise, des mots d'ordre de combat repris en chœur...

Alors qu'on le croyait engourdi, affaibli, le prolétariat parisien se redressa d'un coup au moment décisif et montre sa force et sa puissance.

Nos membres du P.O.I. qui étions au côté des ouvriers de Clichy en lutte contre la police et qui avons eu des camarades blessés durant la nuit sanglante, nous avons tenu à accompagner les victimes de Blum-Dormoy au cimetière.

Nous avons pris place dans le 3<sup>e</sup> groupe, (d'autres camarades défilant avec leurs syndicats) et notre drapeau fut placé entre celui des socialistes et des communistes.

Les communistes ne firent aucune

### 4<sup>e</sup> Saisie 6<sup>e</sup> Inculpation et 'La Lutte' continue

LA LUTTE OUVRIERE, est certainement le journal qui totalise le plus d'inculpations de la part du gouvernement Blum. 5 inculpations : complot contre la sûreté de l'Etat, provocation au meurtre, provocation de militaires à la désobéissance, provocation à l'attroupement. Trois numéros saisis.

Et à nouveau, à l'occasion des événements de Clichy, voici que la LUTTE OUVRIERE, est pour la quatrième fois saisie, et pour la sixième fois inculpée !

Provocation de militaires à la désobéissance !

PARCE QUE NOUS AVONS INCITE LES SOLDATS A EXPULSER LEURS CHEFS REACTIONNAIRES ET FASCISTES, QUI VEULENT, COMME EN ESPAGNE, LES POUSSER A ASSASSINER LEURS FRERES DE CLASSE, LES OUVRIERS.

Les misérables canailles qui nous font ainsi poursuivre, se réfugieront ensuite comme les Azana et les Prieto, en Espagne, derrière le dos des milices ouvrières, au moment où les fascistes, après s'être préparés, grâce à eux, passeront à l'action.

Le gouvernement Blum-Daladier, sait bien que notre organisation est pauvre en ressources matérielles ; c'est pourquoi il cherche à nous atteindre par toute une série de vexations policières.

Peine perdue ! La répression forge le courage des «*trotskystes*» !

Les ouvriers révolutionnaires seront avec nous. Et, avec eux, les milliers de chômeurs, de paysans, spoliés par Blum-Daladier et Cie. Nous vaincrons le capitalisme et le fascisme.

Camarades, contre la répression, aidez-nous, de tous vos efforts. Permettez à la LUTTE OUVRIERE de poursuivre et d'attaquer les assassins, les affameurs et leurs complices. Souscrivez ! !

difficulté, mieux, ils nous demandèrent de faire le service d'ordre avec eux.

Dans le groupe on remarquait nos J.S.R. en tenue : chemise grise, cravate rouge.

Tout le long du chemin pas une seule brimade contre nous, pas la moindre provocation, pas un seul coup !... Quel changement survenu en si peu de temps... Suivant le cortège nos équipes de vendeurs diffusèrent la Lutte Ouvrière et Révolution en grosse quantité.

Dans le cortège des milliers de drapeaux rouges, et peut-être en tout une dizaine de tricolores. On est plus près des événements de Clichy que des 14 juillet 1935-36 ! La prochaine fois les ouvriers eux-mêmes empêcheront que le drapeau de l'impérialisme soit dans les rangs ouvriers.

Des rangs ouvriers montent scandés sans arrêt : «*De la Rocque en prison, Doriot en prison*», «*Dormoy démission !*» est repris à maintes reprises. Un groupe de plusieurs centaines d'ouvriers passe à la porte Clichy au cri de «*Dormoy démission, milice ouvrière !*» Après avoir cessé de l'entendre depuis longtemps de la foule repart à nouveau le cri mille fois répété de «*Les Soviets partout*».

Voici le troisième groupe dans lequel ont pris place nos délégations. Par les mots d'ordre, lancés par ses chants, il a été remarqué à plusieurs reprises comme le plus combatif de l'immense défilé.

Le couplet des généraux de l'Inter intitulé «*Les rois nous saoulent de fumées*», abandonné depuis plus de deux ans par les stalinien est chanté par plusieurs milliers d'ouvriers.

Lancé par les socialistes du 17<sup>e</sup> qui ont-ils parlé ?...

ont décidé de ne plus jamais vendre le «*Populaire*» depuis les fusillades de Clichy par le cri de «*Dormoy démission !*» auquel succède «*Gouvernement ouvrier paysan*», et «*Milice ouvrière !*»

Nos J.S.R. lancent le mot d'ordre : «*Les prolétaires n'ont pas de patrie*» que des milliers de prolétaires scandent sans arrêt, ainsi que «*Nous vengerons nos camarades*» !

Nos J.S.R. chantent le dernier couplet de la JEUNE GARDE : «*Nous sommes les enfants de Lénine et de Trotsky*». La foule applaudit, un stalinien plus énervé que les autres crie : «*Sales trotskystes*» mais son responsable lui lance aussitôt : «*Tais-toi, et ferme ta gueule !*»

Quand nos mots d'ordre sont trop répétés par la foule, de temps en temps un dirigeant stalinien s'avance et nous dit : «*Allons, allons, discipline les trotskystes*», mais les ouvriers répliquent : «*Depuis deux ans on nous dit du calme de la discipline, si ça continue en sera détruit jusqu'au dernier !*»

Quand le 3<sup>e</sup> groupe arriva dans Clichy, d'un groupe d'ouvriers massés sur le trottoir, des réflexions sont faites :

— Tiens, c'est les trotskystes, dit un prolo.

— Oui... ils ne sont pas nombreux... — Oh ! tu sais, ils ne sont peut-être pas très nombreux en ce moment, mais regarde-les bien... c'est la révolution qui vient !

En entrant dans Clichy, le cortège passe devant une caserne. Les soldats aux fenêtres saluent du poing. De la foule le cri part : «*Les soldats avec nous !*» Ceux-ci répliquent : «*Oui, mais supprimez les 2 ans !*»

### DEUX GRANDS MEETINGS

A Marseille : le dimanche 4 avril à 9 h. 30 au Royal Bio Cinéma, rue du Tapis vert.

A Toulon : le vendredi 2 avril, à 20 h. 30 (lieu indiqué par affiche).

Orateurs du P.O.I., du Comité pour l'enquête sur les Procès de Moscou, de l'Union anarchiste, des organisations ouvrières.



Un groupe de volontaires "trotskystes" d'Espagne saluent la «*Lutte Ouvrière*» et lui expriment leur solidarité.

# LES LUTTES INTERNATIONALES

## LA SITUATION EN CATALOGNE

### Deux miliciens trotskystes d'Espagne nous écrivent...

Deux de nos camarades miliciens, membres du P.O.I., actuellement en permission à Barcelone nous écrivent et nous donnent ainsi la physionomie de la situation en Catalogne :

« Ce qui frappe les plus les miliciens qui reviennent du front et qui comme nous, n'ont pas vu Barcelone depuis plusieurs mois, c'est sans doute la pression formidable exercée par le consulat soviétique par l'intermédiaire (et directement aussi) des organisations stalinienne catalanes (PSUC-U.G.T.) en faveur d'une armée régulière « populaire ».



Partout ce ne sont qu'affiches, pancartes, tracts, et papillons directement dirigés contre les organisations qui n'ont pas encore capitulé sur cette question. Et nous avons été affligés jusqu'à ces derniers temps de manifestations quotidiennes en faveur de ce mot d'ordre et de la militarisation de l'arrière. Le résultat ne fut qu'incomplet, les masses donnant difficilement dans le panneau. Mais le P.O.U.M. et la C.N.T. capitulent sur la question de la mobilisation, qui permettra sans doute l'absorption complète des milices par l'appareil militaire bourgeois. Notre arrivée à Barcelone a coïncidé, d'autre part avec la dissolution des patrouilles de contrôle et la centralisation des forces de police dans les mains des anciens chefs de celle-ci. D'ailleurs tu dois connaître cette mesure qui supprimant les pouvoirs de police des conseils municipaux, interdisant l'entrée des organisations politiques et syndicales aux membres de la force publique, fera de celle-ci un instrument docile entre les mains de la contre-révolution.

Pour le reste, le C.N.T. continue sa collaboration « loyale » au gouvernement et le P.O.U.M. qui voudrait bien faire partie (témoin des articles parus dans l'« Era ») il réclame un « gouvernement révolutionnaire dans le cadre de la généralité » son opposition loyale.

Et nos camarades ajoutent :

« Il faut avertir les éléments que nous influençons contre la politique stalinienne en Espagne oui. Mais en montrant que cette politique ne serait pas possible sans les capitulations répétées des anars et du P.O.U.M. »

Nous sommes d'accord avec l'excellente analyse de la situation donnée par nos camarades miliciens.

En particulier sur ce point : la solidarité avec le P.O.U.M. contre les attaques de la contre-révolution ne doit nullement empêcher de souligner nettement les très graves erreurs de la direction de ce parti. De même en ce qui concerne la C.N.T.

Car quiconque n'a pas assimilé quelle lourde faute fut la participation au gouvernement Taradellas (qui est toute une politique), s'expose à de nouvelles fautes politiques absolument fatales. Il s'agit d'une expérience internationale, de la plus haute importance. L'avant-garde ne se forgera pas seulement par la solidarité morale, mais avant tout par la critique des erreurs, et en disant ce qui est. C'est ce que font d'ailleurs — comme le montre la lettre ci-dessus — les combattants.

Cher ami,

Vous savez aussi bien que moi ce qu'est la presse du Komintern. Il faut chaque fois se faire violence pour prendre en main un numéro de l'« Humanité ». Mes jeunes amis ont attiré mon attention sur l'article de Jacques Sadoul contre vous, exceptionnel même pour cette publication prostituée. Il s'est passé plus d'une semaine, je l'avoue, avant que j'aie pu me contraindre à lire ces deux petites colonnes. Quelle époque abjecte ! Quels gens abjects ! Jacques Sadoul vous juge et vous excommunique au nom de la révolution. Il décerne des titres en tant que participant autorisé de la guerre civile en Russie. Il se place entre vous et Lénine comme l'interprète de Lénine, comme sa personne de confiance.

Comment ne pas sentir le besoin de vous exprimer ma sympathie et ma solidarité et de dire en même temps aux ouvriers français : Jacques Sadoul ment ! Chaque ligne de son article est un mensonge, matériel ou moral.

Jacques Sadoul, qui toute sa vie fut un parasite poltron du mouvement ouvrier, parle d'un manque de courage moral chez vous. On lit — et on n'en croit pas ses yeux ! Le courage moral et Jacques Sadoul !... Quand cet individu est arrivé en Russie, il était un patriote français. Mais il préféra rendre des services à sa patrie bien-aimée en tant que déserteur légalisé et non sur le champ de bataille.

Dans la révolution russe il fut un observateur expectant, un carriériste bolchévique, dans la mesure où les bolchéviques étaient devenus une force, Jacques Sadoul se souciait avant tout

## En Indochine...

### Des paysans en armes résistent aux expropriateurs

Indochine. — « La Lutte », organe des conseillers municipaux indigènes de Saïgon (Staliniens et Trotskystes) rapporte dans son numéro du 4-2-37 les faits suivants :

Le conseiller colonial Lê-Kuang-Liem (du parti constitutionnaliste) a obtenu de Pagès en récompense des services rendus à l'impérialisme français 1.800 hectares de rizières sises à Thauhn-Kuoi, province de Long-Xuyen. Ces rizières ont été en grande partie mises en valeur par 200 familles paysannes qui vont peiné plus de 10 ans, payé régulièrement l'impôt foncier de 5<sup>e</sup> classe et auquel l'administration a formellement promis la concession définitive des terres. Lorsque Pagès a eu donné ces terres en « location » à Lê-Kuang-Liem. Du jour au lendemain 200 familles de paysans sont dépouillées de leurs biens. Dans le courant d'octobre 1936 des fermiers envoyés par lui sont venus dire aux occupants : M. le conseiller nous a loué ses rizières, nous nous installons ; et ils commencèrent à se bâtir des huttes, mais les autres répondirent que les terres leur appartenait et non au conseiller et les menacèrent de mort, si bien que les autres parlèrent sans insister.

Fin janvier 1937 après la récolte du riz le conseiller a envoyé ses gens pour prendre le riz. Ceux-ci se sont heurtés à une opposition farouche. Une bataille rangée avec des coups-coups et des haches eut lieu, il y a eu de nombreux blessés. On envoya la troupe pour rétablir l'ordre. Les paysans ont proclamé qu'ils mourraient sur leur récolte plutôt que d'être expropriés.

Dans la région de Tan-an 5 moissonneurs ont été arrêtés par les notables et écroulés à la prison de My-tho sans communication avec leurs familles pour mené communiste : ils avaient refusé de travailler à la moisson du riz pour un salaire dérisoire.

En Annam le camarade Huynh-Tiep condamné politique libéré le 14 juillet 1936 a été convoqué à la maison commune de Can Loi. Il lui fut posé la question suivante : « Vous demandez l'abolition de l'impôt personnel, payer ce qu'ils veulent... »

« Je n'ai pas d'argent c'est pourquoi je demande à ne pas payer d'impôt personnel. Ceux qui en ont peuvent demander à payer ce qu'ils veulent. » Deux jours après il fut arrêté avec 4 autres anciens condamnés politiques, ... pour avoir lu le tract légal édité par le groupe de la lutte les invitant à établir et présenter leurs revendications à la commission d'enquête parlementaire :

Dans le même temps le Stalinienn Duong-Bach-Mail se vante d'avoir diné à la Coupole avec son excellence Moutet et Victor Bach ; en conséquence il appelle les peuples esclaves d'Indochine à se reconcilier avec leurs bourgeois impérialistes. Aussi les ouvriers et paysans révolutionnaires les traitent de provocateurs à la solde de la police réactionnaire. Avec Moutet il ne veut plus de congrès des comités et d'action ; il écrit nous disons simplement aux chefs de la colonie : Ne décevez pas les masses. Aux travailleurs indochinois nous disons : restez dans le cadre de la légalité la plus stricte et dans l'ordre le plus absolu.

Les bolchévistes-léninistes d'Indochine luttent aux côtés des ouvriers et des paysans ; ils les appellent inassablement à former leurs milices et à s'armer ; à constituer leur comité d'usines et de villages à réaliser l'alliance révolutionnaire des ouvriers et des paysans contre l'ennemi de classe.

## Quelques questions concrètes à M. Malraux

par Léon Trotsky

La grossièreté des expressions, trait général du camp staliniste, ne change pas le fond des choses. Je n'ai nullement dit que le Mexique était le seul pays qui ait apporté une aide à l'Espagne. J'ai dit que le Mexique a fait le maximum de ce qu'il pouvait faire et que tous les peuples l'avaient compris. Quelles que soient les destinées à venir de la révolution espagnole, il restera pour toujours dans le cœur du peuple espagnol la reconnaissance au peuple du Mexique. La politique maganimement et perspicace apporte toujours en fin de compte ses fruits.

L'entente du Mexique la bureaucratie soviétique a fait le minimum de ce qu'elle pouvait faire : juste assez pour ne pas se discréditer définitivement aux yeux du prolétariat. A cela il faut ajouter que la politique que la bureaucratie staliniste impose à la révolution espagnole est dans le plein sens du mot funeste. Elle a déjà abouti à de terribles défaites dans une série de pays. Cependant, discuter des problèmes de la révolution avec M. Malraux n'a pas de sens : en 1931 déjà j'ai écrit dans la Nouvelle Revue Française que Malraux n'avait rien tiré de l'expérience de la révolution chinoise et ne s'était pas assimilé l'A.B.C. du marxisme. Depuis lors il n'a pas fait un pas en avant.

D'une actualité beaucoup plus grande est la mission que M. Malraux remplit actuellement aux Etats-Unis. Il est arrivé pour déclarer que les procès de Moscou, c'est une question « personnelle » de Trotsky ; il ne peut pas la peine de s'occuper du sort « personnel » de la vieille garde bolchévique quand il y a à l'ordre du jour des problèmes « politiques » aussi importants que la révolution espagnole.

Le M. Malraux se trahit tout à fait. Les défenseurs des falsifications judiciaires de Moscou se divisent en trois groupes. Le premier répète, comme des perroquets, les formules de l'acte d'accusation, leur ajoutant des injures ; tels sont les « Journalistes » du Komintern qui remplissent les instructions pures et simples de la G.P.O.U. Personne ne prend ces injures au sérieux et personne n'a d'égard pour eux. Le deuxième groupe qui fait semblant d'être impartial, justifie les procès de Moscou à l'aide d'arguments et de sophismes abstraits. En d'autres termes, pour eux il s'agit d'une analyse purement juridique, ces individus embellissent ce qui s'est passé sur la scène judiciaire, se refusant résolument à jeter un coup d'œil dans les coulisses. Cependant, toute la falsification fut préparée au cours d'une série d'années dans les coulisses et sur la scène ne s'est jouée que la partie du spectacle tragique qui était destinée spécialement à tromper l'opinion publique. Cette défense « purement juridique » peut être nommée à plain droit du prittisme, du nom de l'avocat anglais Pitt. Cependant, ce système aussi a réussi à se discréditer. Il reste une troisième voie, c'est détourner l'opinion publique des falsifications et des assassinats massifs à l'aide d'appels pathétiques à d'autres tâches. Telle est la mission de M. Malraux et de ses semblables.

N'est-elle pas monstrueuse en effet, sa déclaration que les procès de Moscou sont mes affaires « personnelles » ? De deux choses l'une : ou bien les accusations sont vraies, et toute la vieille génération du parti bolchévique, sauf l'infime clique de Staline, est réellement entrée dans la voie du fascisme, — alors ce seul symptôme témoigne d'une crise inévitablement profonde de tout le système soviétique — ou bien l'accusation est fautive, et alors le fait des falsifications judiciaires sans précédent dans l'histoire

montre que l'appareil bureaucratique est complètement pourri. Dans les deux cas le gouvernement soviétique se trouve, ainsi, gravement malade. Il faut le soigner. Il faut le sauver. Par quels moyens ? Avant de déterminer le remède, il faut établir le diagnostic. Il faut dire ce qui est. Il faut révéler la vérité. Je ne puis que regarder avec pitié les gens qui voient en cela une « question personnelle ». En liaison avec cela il est impossible de ne pas noter la petite contradiction suivante : quand je m'exprime sur des questions politiques, les amis de Staline dans tous les pays élèvent des cris : « Il faut l'expulser, car il s'immisce dans la politique ». Mais quand je me défends contre les falsifications, les mêmes amis s'écrient : « Voyez, il ne s'intéresse pas aux questions politiques, mais aux questions personnelles ». Il est difficile de plaire à ces messieurs.

Pour dévoiler encore plus clairement la véritable fonction de M. Malraux, je lui pose en face de l'opinion publique mondiale quelques questions tout à fait concrètes. Que sont devenus les vieux bolchéviques Koukline et Guertik, accusés en commun avec Zinoviev, mais qui ne sont pas parus au banc des accusés ? Est-il vrai que, en commun avec des douzaines d'autres, ils aient été fusillés au cours de l'enquête judiciaire, pour avoir refusé de chanter à l'unisson du procureur ? Qui ou non ?

Qu'est-ce devenu Sosnovsky, vieux bolchévique, ami de Lénine et écrivain remarquable ? Est-il vrai qu'il ait été enlevé pour s'être opposé aux falsifications ? Qui ou non ? Je poursuivrai cette liste quand j'aurai reçu une première réponse.

M. Malraux se vante d'avoir toujours « défendu » les antifascistes. Non, pas toujours, mais seulement dans le cas où cela coïncidait avec les intérêts de la bureaucratie soviétique. M. Malraux n'a jamais défendu les antifascistes italiens, bulgares, yougoslaves, allemands, qui se sont fiés à l'hospitalité de la bureaucratie soviétique, mais qui, pour avoir critiqué le despotisme et les privilèges, sont tombés en rite dans les mains de la G.P.O.U. On se trouve les trois révolutionnaires yougoslaves Deditch, Dragitch, Haebertling ? On se trouve Zenzl Stuzman, compagnon au poète et militant anarchiste connu Erich Muhsam, torturé par les nazis ? On se trouve les révolutionnaires italiens et espagnols Ghezzi, Gaggi, Merino, Galligaris, dont la libération a déjà été plus d'une fois réclamée par ces mêmes miliciens espagnols dont M. Malraux se soucie tant ? Peut-être M. Malraux nous communiquera-t-il en même temps la liste complète de tous ces antifascistes, en particulier bulgares, qui furent tués sans enquête ni jugement, parmi les dix premières personnes fusillées « au sujet » de l'assassinat de Kirov, mais en dehors de toute liaison avec cet assassinat ?

S'il y a un lien entre ces crimes de la bureaucratie soviétique et sa politique dans la péninsule ibérique et dans le monde entier ? J'affirme que ce lien ne peut pas exister. La seule et même politique bonapartiste aboutit dans les différents domaines à des conséquences également funestes. Mais si M. Malraux se refuse à comprendre ce lien, il ne peut pas malgré tout ne pas répondre aux questions concrètes que je lui ai posées. Ou peut-être ses amis de Moscou se refuseront-ils à l'informer ? Un tel refus sera la confirmation des pires accusations contre la bureaucratie soviétique.

Le 13 mars 1937.

L. TROTSKY.

## En Pologne...

### Nos calomnieurs se traitent réciproquement de provocateurs !

★ ★

Les méthodes antiproletariennes dont se servent les stalinistes dans leur lutte contre les bolchéviques-léninistes ne sont pas nouvelles. L'accusation que l'organisation trotskyste allemande est au service de la Gestapo n'est qu'une réédition de la même accusation lancée en 1932 contre les trotskystes polonais. Lorsque des membres honnêtes et naïfs du parti stalinien demandèrent à leur direction s'ils en possèdent les preuves, car ils connaissent les trotskystes comme des camarades courageux et luttant depuis des années dans l'illégalité, les bureaucrates du parti leur répondirent : « Dans la lutte contre les trotskystes toutes les méthodes sont bonnes et justifiées, des preuves sont donc superflues ».

Malgré les luttes de cliques à l'intérieur de la direction du parti communiste polonais durant de longues années (luttes qui se déroulaient sur la « plateforme » consistant à se mobiliser devant la clique stalinienne de Moscou), les cliques étaient toujours unies dans la lutte contre l'opposition de gauche. Dans cette question elles formaient un front unique, allant du droitier Warsky au démagogue ultragauche Karolski. Il est donc facile (ou peut-être tout à fait impossible) de se faire une idée de la lutte que nous devons mener contre les staliniens. La lutte était doublement dure dans les prisons où les staliniens nous calomniaient directement comme des « social-fascistes » et des « agents de la sûreté ». Le chef principal de la lutte « idéologique » contre les trotskystes fut à l'époque, sur ordre du C.C., J. Sochacki, depuis des années membre du C.C. et du bureau politique, représentant de la section polonaise à l'Exécutif de l'I.C., leader de la fraction communiste du Sejm à Varsovie, l'un des staliniens les plus populaires de Pologne.

Il y a pourtant aux cieux un Dieu qui veille à ce que les pêcheurs soient punis sur terre. Tel un foudre descendant du ciel tout bleu parvint un jour la déclaration du C.C. du P.C. polonais que J. Sochacki était un provocateur, et cela dès 1920. Cette déclaration officielle fit pendant plusieurs jours sensation dans toute la presse polonaise. La confusion parmi la couche des bureaucrates moyens du parti était immense, la base était terrifiée. Quelques semaines plus tard vint une seconde sensation : une brochure éditée par le C.C. du P.C.P. dénonce ni plus ni moins de 20 fonctionnaires dirigeants comme des provocateurs. Parmi eux des gens qui déjà depuis des années étaient investis des fonctions suprêmes du parti illégal (Zarski, Ostrowski, Klonowicz, etc...)

Nous autres trotskystes polonais nous ne pouvons évidemment ni confirmer ni contester les affirmations de la brochure. Dans les questions de la provocation on ne peut se laisser guider par des sentiments. Notre position dans cette question était : puisque ces révélations sont d'une énorme importance pour tout le mouvement ouvrier illégal et légal de Pologne, puisqu'en outre quelques personnalités dirigeantes de la social-démocratie polonaise étaient également accusées de provocation, qu'un tribunal impartial s'établisse donc pour clarifier l'affaire sur la base d'un examen objectif des preuves et pour nettoyer les rangs prolétariens de la peste de la provocation. Notre méfiance envers les accusations stalinienne se basait entre autres sur le fait que ces prétendus provocateurs ont été découverts par le Guépéou et nous n'avions aucune raison pour avoir confiance dans le Guépéou. A notre proposition au P.C. et au P.S.P., publiée dans l'organe marxiste polonais Co Dalej ?, les staliniens répondirent par des insultes. Entre temps les accusés de provocation furent exécutés à Moscou. Ainsi celui qui avait mené la lutte principale contre les trotskystes comme des « agents de l'Okhrana », fut lui-même exécuté comme agent de l'Okhrana. Etait-ce là la dernière liste de provocateurs ? Oh, non ! Dans un « parti » où la servilité et la fidélité éternelle à la « ligne » sont les seuls critères de la qualification personnelle des activistes du parti, et constituent la condition de son avancement dans l'hérarchie du parti, il y a toujours un terrain fertile pour la provocation. Cela est doublement juste pour un parti vivant dans l'illégalité.

Ce qui nous intéresse c'est la question suivante : au nom et sur l'ordre de qui le C.C. du P.C.P. a-t-il tenté en 1932 de faire passer les trotskystes pour des agents de l'Okhrana ? Puisque la décision du C.C. avait été votée à l'unanimité (comment pourrait-il en être autrement ?) puisque d'autre part quelques anciens leaders du parti étaient parait-il eux-mêmes des provocateurs, on peut soupçonner que cette décision était dans l'intérêt du fascisme polonais. Il ne reste qu'à demander à qui la priorité dans cette campagne de calomnies, aux fascistes ou aux staliniens ? Cela nous ne pourrions l'établir qu'après la victoire de la révolution en Pologne et sur la base des documents.

Un militant bolchévique-léniniste de Pologne.

L. TROTSKY.

Coyocacan, le 5 mars 1937.

## Le match Van Zeeland - Degrelle

Toute la Belgique est en émoi. Il s'agit de l'élection Van Zeeland contre Degrelle.

Cette élection réalise les plus chers désirs des chefs réformistes et des chefs stalinistes. Ainsi ils opposent, selon leur schéma faux et criminel, le camp dit « démocratique », en la personne de Van Zeeland, au camp fasciste. Ainsi ils trompent consciemment les ouvriers belges. L'escroquerie consiste à leur laisser croire qu'en votant contre Van Zeeland, l'homme pourri des Banques, ils voteront contre le fascisme.

De même les social-démocrates allemands avaient cyniquement trompés les ouvriers en les faisant voter pour Hinrichsen, peu avant que ce dernier, après avoir battu « électoralement » Hitler, le prenne sous son aile présidentielle, et ne prouve de la manière la plus pratique qu'un républicain bourgeois ne peut battre un fasciste.

C'est l'honneur des bolchéviques-léninistes de n'avoir cessé de rappeler les règles du marxisme. Le fascisme est la carte de combat du combat des hautes banques, leur laquais suprême. On ne peut le battre, en lui opposant un autre laquais des banques.

Sans doute, les travailleurs doivent défendre les libertés démocratiques, contre le fascisme ; mais ils ne peuvent le faire, que par la lutte de classe. Le produit du capitalisme ne peut être vaincu que là par les ouvriers, sur le terrain de la lutte.

Les Van Zeeland ne sont pas des fascistes, mais des démocrates pourris qui font le jeu du fascisme.

Les staliniens connaissent bien ces vérités pour les avoir exposées, même d'une façon caricaturale et absurde, puisqu'ils allaient jusqu'à qualifier de « fascistes » les démocrates, et à refuser tout front unique d'organisation avec les réformistes. Mais aujourd'hui, par une campagne alimentée par les millions de la Guépéou, la main dans la main avec les chefs réformistes, ils dénoncent comme agent du fascisme quiconque rappelant les vérités marxistes élémentaires et l'expérience la plus récente entend lutter contre le fascisme en repoussant la tactique « du moindre mal ». Nous pensons que plus que jamais s'impose la tactique : « Classe contre classe ».

Malheureusement, il s'est trouvé chez les camarades belges une majorité qui, impressionnée par l'atmosphère de progrès que font peser réformistes et stalinistes contre quiconque ose dire : « Ce n'est pas en votant Van Zeeland, le pourri des Banques, que vous battez effectivement Degrelle », a décidé de faire voter pour Van Zeeland...

Ces camarades ont été mus par le désir de démasquer par cette décision nos farouches calomnieurs. Mais on ne lutte pas contre les calomnieurs en rusant avec les principes.

Les canailles stalinistes et réformistes continueront leurs calomnies.

Et la majorité du P.S.R., aura commise une faute lourde qui ne pourra être réparée que par une autocritique rigoureuse et un redressement énergique. Pour battre le fascisme, à bas la tactique du moindre mal.

## Solidarité avec les anarchistes

Le bureau politique du parti ouvrier international, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale

Vous exprime sa fraternelle solidarité à l'occasion de l'ignoble répression du gouvernement Blum contre le Libertaire.

Cette répression signifie que pour échapper à sa responsabilité criminelle le gouvernement Blum sous prétexte de sévir contre les assassins entend en réalité prendre des sanctions contre les assassinés.

Nous vous exprimons notre volonté de lutter côte à côte plus que jamais :

1. Pour une solidarité prolétarienne étroite contre la bourgeoisie et la répression Blum-Dormoy-Daladier ;
  2. Pour l'action commune contre les bandes fascistes ;
  3. Pour briser le blocus qui assassine nos frères d'Espagne.
- (Cet ordre du jour de fraternelle sympathie a été voté et communiqué par le B.P. du P.O.I. à l'Union anarchiste dès que nous avons eu connaissance de l'inculpation du Libertaire). Notre délégué s'est mis, en outre, en rapport avec l'U.A. pour l'action commune de solidarité.

## Bilan du journal DU MOIS DE FEVRIER

Sommes dépensées (tirage, envois, etc.)	7.235 >
Divers	325 >
Total	7.560 >
Recettes (vente à la criée, abonnements, vente kiosques, souscriptions, phalanges)	6.692 50
Déficit	967 >

# LES LUTTES OUVRIÈRES

## Parce qu'elle défend les délégués ouvriers, "La Lutte" est attaquée par "L'Usine"

De nombreux conflits grévistes surgissent pour s'opposer à la répression patronale contre les délégués d'usine. La presse patronale elle-même ne se fait pas faute d'étaler tous les actes des patrons qui tendent à réduire les attributions des délégués d'usine à leur plus simple expression, celle accordée par l'accord Matignon. La fameuse contre-offensive patronale se développe dans tous les domaines de la lutte des classes, grâce à la politique de « paix sociale » des dirigeants du Front populaire et plus particulièrement syndicaux.

Cette politique de collaboration des classes et de soumission aux exigences du gouvernement de l'Etat capitaliste, de la direction de la C.G.T. se traduit par les compromis « genre » Berrard, maire et communiste de Drancy. Politique qui permet à l'hebdomadaire du Comité des forges d'écrire, à propos d'une occupation des usines Béghin (Nord), que :

« Sans doute elle (la C.G.T.) reconnaît que le délégué a « des devoirs sur le terrain de la propagande syndicaliste mais en dehors des heures de travail » (Extrait de la brochure sur les délégués).

« Si, ajoute le journal des patrons, au lieu de se rendre sans autorisation dans un autre bâtiment pour y interdire un ouvrier qui posséderait des cartes de deux syndicats différents, les délégués des usines Béghin avaient suivi le conseil de la C.G.T., il n'y aurait pas eu de conflit, du moins pour ce motif. »

Et, l'Usine (n° 10 du 11 mars 1937), continue :

« La sentence arbitrale rendue par MM. Jacob et Berrard pour la métallurgie de la Sambre (nos lecteurs la connaissent !) s'est clairement prononcée sur ce point. Il est vrai que La Lutte Ouvrière (numéro du 26 février) n'admet pas cette sentence et exprime son mécontentement de voir l'Usine d'accord avec le maire communiste de Drancy.

## Quand le Président Duclos répond au Président Daladier

M. Daladier, l'homme des deux ans et du budget de guerre renforcé, le capitulaire du 6 février a prononcé dimanche dernier, un discours qui sous forme diplomatique-ministérielle est un discours anticommuniste.

Il rappelle que « l'ordre ne peut être assuré que par le respect des lois », reprenant ainsi l'accusation des radicaux contre les travailleurs socialistes et communistes de Clichy.

Il demande aux ouvriers d'abandonner la chimère du pouvoir. Il souligne que « le champ des revendications ne saurait être illimité », au moment où s'agissent des trusts à faire hausser la vie, et à réduire à néant les revendications arrachées par la grève de juin, malgré MM. les radicaux, alors terrorisés ! Lui, le capitulaire, l'homme qui a trahi la classe moyenne, les paysans, les fonctionnaires, les petits commerçants, en les vendant, aux grands banquiers, il chante le couplet des classes moyennes.

En conformité avec la lettre et l'esprit de la Charte d'unité, loi commune pour chaque syndicat, nous affirmons notre volonté de défendre sur chacun des problèmes économiques et sociaux posés, la conception du syndicalisme lutte de classes.

Continuant la tradition glorieuse des fondateurs de la C.G.T., nous nous prononçons contre l'intégration du syndicalisme dans l'Etat.

Nous revendiquons, en application du principe de la démocratie syndicale, la liberté d'expression des minorités dans les assemblées syndicales régulières, le droit de représentation de ces minorités dans les organismes dirigeants du mouvement syndical de la base au sommet.

Respectueux des décisions prises à la majorité, nous serons toujours disciplinés dans l'action et au premier rang pour mener celles-ci à bien.

Notre plateforme revendicative

Défenseurs conséquents des intérêts matériels, moraux et sociaux des salariés, nous considérons comme la tâche urgente du moment l'amélioration des conquêtes sociales légalisées ou non imposées au patronat grâce à l'action spécifique de la classe ouvrière par :

a) La généralisation des conventions collectives avec adjonction de clauses concernant l'échelle mobile, l'extension du rôle des délégués d'ateliers, le libre exercice du droit syndical, l'application sans restriction des congés annuels payés et de la semaine de 40 heures ;

## En chassant les fascistes des boîtes, les ouvriers appliquent la politique trotskyste

**GEOFFROY-DELAURE** : Un ouvrier de la boîte a été assassiné à Clichy.

Le jeudi 13 mars 30 croix de feu, dont 29 ouvriers furent chassés de l'usine. Le lundi matin à 8 heures comme les ouvriers attendaient la rentrée, les croix de feu rapprirent en rang, avec du renfort de l'extérieur. Aussitôt les ouvriers entrèrent dans l'usine, fermèrent les portes, coupèrent des morceaux de câbles, et s'en allèrent parlementer avec les croix de feu qui trouvant les arguments convaincants firent dime-tour. Le patron a déclenché le lock-out ; les ouvriers occupent.

**LIORE-OLIVIER** (Argenteuil) : 28 croix de feu mis à la porte dès mercredi 17, ouvriers et techniciens.

**LAFFLI** (Asnières) : 5 croix de feu expulsés brutalement dont 3 chefs de service et 2 contremaîtres.

**LORRAINE** (Argenteuil) : 5 croix de feu expulsés dont le sous-directeur.

**SAGEM** (Argenteuil) : 3 croix de feu expulsés, malheureusement sous la pression syndicale ils furent réintégré le lendemain.

**CONTINENTALE DES COMPTEURS** (Colombes) : 5 croix de feu expulsés. Lock-out depuis le vendredi 19 mars ; les ouvriers occupent.

**C.N.R.** (Clichy) : 1 croix de feu expulsé.

**SOCIÉTÉ ALSACIENNE** (Clichy) : 5 croix de feu expulsés, dont 2 fouillés ont été trouvés porteurs d'armes, qui ont été flanqués en prison. Les ouvriers voulaient d'ailleurs pratiquer une forme d'arrestation plus efficace, en les jetant à la Seine ; et n'en furent empêchés que par les responsables syndicaux, qui ne voulaient pas d'histoires.

**CHAUSSON** (Asnières) : 5 croix de feu mis à la porte. Lock-out dès jeudi. La direction du syndicat des métaux a engagé les ouvriers à rentrer le lundi après-midi sans conditions.

**RENAULT** (Bilancourt) : Parmi de nombreuses expulsions signalons celle d'un chef de service au moment où il était en conversation avec des représentants de l'Etat, expulsion que le Temps a relaté avec horreur.

**LEMERCIER** (Clichy) : 2 fascistes expulsés.

**ALSTHAN** (Colombes) : Les ouvriers ont exigé le renvoi d'un fasciste.

**OLIDA** (Levallois) : Les ouvriers ont empêché les fascistes de travailler. Lock-out. Occupation !

**GNOME ET RHONE** (Gennevilliers) : 6 fascistes expulsés.

**GNOME ET RHONE** (Kellermann) : 2 fascistes chassés des ateliers.

**LE CARBONE** : 3 fascistes empêchés de travailler.

**ILLUSTRATION** (Bobigny) : Les ouvriers ont établi une liste des fascistes et exigent leur renvoi.



## Sur le Manifeste de Défense du Syndicalisme lutte de classe VA-T-ON RECOMMENCER L'AVANT-GARDE SYNDICALE ?

*Avec un grand retard — dont nous nous excusons auprès de nos lecteurs — nous publions, comme nous l'avions annoncé, le texte du « manifeste de défense du syndicalisme de lutte de classes ».*

Les mouvements revendicatifs de juin ont permis aux salariés d'obtenir des améliorations substantielles. Reprenant conscience de leur force, en masses ils ont rejoint la C.G.T.

Un moment débordé, le patronat s'est ressaisi. Organisant méthodiquement la contre-offensive, il entend reprendre, morceau par morceau, les conquêtes sociales de la classe ouvrière.

La C.G.T., forte de ses 5 millions d'adhérents, dispose des moyens nécessaires pour faire respecter les engagements pris.

Au lieu de s'orienter dans cette voie, la seule conforme aux traditions du syndicalisme lutte de classes, elle pratique une politique de compromis et d'abandons successifs, facilitant la contre-attaque patronale et désarmant les syndicats qui ne demandent qu'à agir collectivement pour défendre leurs droits.

Contre cette attitude, nous, les défenseurs du syndicalisme lutte de classes et d'action révolutionnaire, entendons mettre en garde les travailleurs organisés.

**Pour la démocratie syndicale la liberté d'expression des minorités**

En conformité avec la lettre et l'esprit de la Charte d'unité, loi commune pour chaque syndicat, nous affirmons notre volonté de défendre sur chacun des problèmes économiques et sociaux posés, la conception du syndicalisme lutte de classes.

Continuant la tradition glorieuse des fondateurs de la C.G.T., nous nous prononçons contre l'intégration du syndicalisme dans l'Etat.

Nous revendiquons, en application du principe de la démocratie syndicale, la liberté d'expression des minorités dans les assemblées syndicales régulières, le droit de représentation de ces minorités dans les organismes dirigeants du mouvement syndical de la base au sommet.

Respectueux des décisions prises à la majorité, nous serons toujours disciplinés dans l'action et au premier rang pour mener celles-ci à bien.

**Notre plateforme revendicative**

Défenseurs conséquents des intérêts matériels, moraux et sociaux des salariés, nous considérons comme la tâche urgente du moment l'amélioration des conquêtes sociales légalisées ou non imposées au patronat grâce à l'action spécifique de la classe ouvrière par :

a) La généralisation des conventions collectives avec adjonction de clauses concernant l'échelle mobile, l'extension du rôle des délégués d'ateliers, le libre exercice du droit syndical, l'application sans restriction des congés annuels payés et de la semaine de 40 heures ;

b) Amélioration de la procédure réglementant l'élection des délégués d'ateliers ;

c) La lutte contre les affameurs de la population laborieuse ;

d) Le contrôle ouvrier préparant le monde du travail à la direction de la nouvelle économie en gestation ;

e) La nationalisation effective des industries de guerre et industries clés, sans indemnité ni rachat.

Adversaires de toute mesure et législation visant à restreindre directement ou indirectement les moyens de défense des salariés contre le patronat, nous nous prononçons pour l'exercice intégral du droit de grève, y compris l'occupation des usines, contre l'arbitrage obligatoire.

Devant la menace que constituent pour la classe ouvrière les formations fascistes armées, nous affirmons la nécessité pour le mouvement syndical de créer sa propre organisation d'auto-défense.

**Pour l'unité syndicale internationale**

Appréciant les résultats positifs apportés aux salariés par la réalisation de l'unité syndicale en France, nous nous prononçons pour la tenue rapide d'un congrès de fusion des différentes internationales syndicales existantes.

La C.G.T. de l'Union soviétique travaillerait utilement à la reconstitution de l'unité syndicale internationale en prenant l'initiative d'une telle proposition.

**Pour l'internationalisme prolétarien contre l'union sacrée**

Le fascisme et la guerre sont les produits naturels du capitalisme. Ces deux fléaux ne disparaîtront qu'avec le régime qui l'engendre, par l'action révolutionnaire internationale des prolétaires organisés.

Internationalistes, nous combattons de quelque côté qu'elle vienne la propagande chauvine, l'union sacrée, toute tentative visant à entraîner les travailleurs dans une nouvelle guerre impérialiste, soit sous le prétexte d'une soi-disant défense nationale qui ne peut exister en régime capitaliste, soit sous celui non moins mensonger de la défense des démocraties bourgeoises contre le fascisme.

Antimilitaristes, nous nous prononçons pour la réduction immédiate du service militaire, l'octroi des droits politiques et syndicaux aux soldats et toutes leurs revendications immédiates : augmentation du prêt, des permissions, etc...

**Défenseurs du syndicalisme révolutionnaire, voilà qui nous sommes !**

Le présent manifeste définit notre position ! Nous appelons tous les syndiqués soucieux de faire respecter la démocratie syndicale, à triompher les revendications des salariés, à combattre le réformisme et le néo-réformisme dans le mouvement syndical, le chauvinisme et la nouvelle union sacrée, à scander nos efforts !

Ensemble, nous servirons la cause de l'émancipation totale du prolétariat !

**Le groupe syndicaliste Lutte de Classes.**

## Pour les Chômeurs : du Travail et du Pain

Devant le mécontentement sans cesse grandissant des chômeurs, sentant que ceux-ci allaient leur échapper, les dirigeants de l'Union des comités de chômeurs décidèrent, à contre-cœur, d'organiser un rassemblement des sans-travail le vendredi 19 mars aux Tuileries, avec les mots d'ordre : *Avec le Front populaire ! Pour du travail ! et Tout de suite augmentation des allocations.*

Devant le réveil de la volonté de lutte des ouvriers, on craignait que le rassemblement des chômeurs ne se transforme, lui-aussi, en manifestation puissante et au dernier moment, le meeting des Tuileries fut interdit. Marx Dormoy, le responsable des assassinats de Clichy et Marranc, président du Conseil général de la Seine, s'empêchèrent d'accepter l'augmentation de l'allocation de chômage, engagement vague qui ne deviendra réel que si les sans-travail passent à l'action directe, car la lutte peut seule permettre aux chômeurs d'arracher les réformes substantielles indispensables.

La brusque interdiction de la manifestation des Tuileries fut ignorée de nombreux camarades, car l'allocation ne permet pas d'acheter les journaux, d'autres passèrent outre, si bien que plusieurs centaines de chômeurs, dont certains venant des confins de la Seine-et-Oise, se trouvèrent rassemblés... Les forces de police s'empêchèrent de disperser rapidement et parfois brutalement les manifestants...

« Alors, nous n'avons plus que le droit de crever !... C'est ça le gouvernement de Front populaire ?... »

Nos femmes et nos enfants meurent de faim, et nous ne pouvons même pas demander ce qu'il a promis !...

Il y a de l'argent pour acheter des canons et des fusils, mais il n'y en a pas pour nous !...

Nous ne sommes pas des chiens, cela ne peut durer... »

Non, camarades chômeurs, cela ne peut plus durer...

Il faut passer à l'action et exiger que le problème du chômage soit, tout de suite, complètement révisé. Les milliards de l'emprunt qui préparent la prochaine boucherie impérialiste, doivent servir à donner du travail et du pain aux chômeurs.

Il faut :  
Allocation de chômage portée à 15 francs, pour tous les sans-travail. Tous les chômeurs involontaires doivent toucher, y compris les artisans, métayers, petits commerçants, paysans ruinés et chassés de chez eux. Pour les immigrés, suppression de l'assistance limitée à 180 jours, car le 181<sup>e</sup> jour il faut manger.

Exonération des loyers sans rappel : chaque chômeur et sa famille ont droit au loyer ;

Gratuité des transports ;

Cessation des poursuites judiciaires ;

Simplification des formalités d'inscription et diminution du délai de résidence : abolition de ce délai pour certaines professions comme les ouvriers agricoles se louant dans divers pays en un an.

Assurance chômage ;

Organisation pratique de la lutte contre la vie chère.

Pour obtenir ces revendications minimales,

Pour obtenir du travail par l'ouverture des grands travaux promis par le Front populaire :

Manifestations de masse ; marches de la faim !

(A suivre.)

## Spinasse, ministre socialiste, défend le capitalisme !

Vendredi 12 mars 1937, à la Chambre des députés-obéissants les banquiers donnent des ordres, nouveau débat (que de bavardages !), sur la « hausse illégitime » des prix. M. Spinasse, qui se dit socialiste ! intervient. Que dit-il ?

« La fonction patronale est une grande chose : on peut l'exercer avec noblesse. Croyez-vous donc que je veuille casser les reins du régime capitaliste alors que je ne suis pas en état de le remplacer ? Allons donc ! Je sais qu'il est parfaitement capable de fournir encore une longue course... Ce que je reproche à certains industriels français, c'est d'implorer trop souvent dans son contrôle la garantie de bénéfices faciles. Ceux-là ont perdu le sens même de ce qui est leur tâche essentielle, de ce qui fait leur raison d'être et la grandeur de leur fonction sociale. »

Ainsi s'est exprimé M. Spinasse. Propos « remarquables en eux-mêmes » écrit dans la Journée Industrielle du dimanche 6 mars, M. Gignoux, président de la Confédération Générale du Patronat français.

Ah ! Si ces « remarquables » propos avaient été tenus par un « trotskyste » le Paul Vaillant-Couturier de l'Humanité aurait tôt fait d'écrire : « Nous vous l'avions bien dit que les trotskystes sont les défenseurs du capitalisme ! » Mais voilà... l'auteur est un ministre du Front populaire. Et pas un des 72 députés « communistes » n'a relevé ces « remarquables » propos. Et, l'Humanité n'en dit pas un mot. Dommage qu'il y est ce sacré Journal officiel.

Ainsi, camarades, tous ces débats parlementaires sur la « hausse illégitime » sont faits pour faire diversion et détourner les travailleurs de la lutte pour leurs revendications, contre le régime capitaliste.

Quelle union que ce Front populaire qui conduit à servir les banquiers et à faire l'apologie de la « fonction patronale » !

Le lendemain des événements de Clichy, une affiche éditée au nom des amicales socialistes par les Desphilippin et autres Just dénonçait les provocateurs, agents de la Gestapo. Pourquoi cette insinuation un peu trop directe, a-t-elle tout de suite retirée de la seconde affiche des amicales socialistes ?

Au lendemain de Clichy, les membres des amicales socialistes ont dû la trouver un peu forte ; alors on se dégonfle, n'est-ce pas !



**POUR LE CAMP J.S.R.**

Le camp de Pâques des J.S.R. se tiendra à Dennemont, près de Mantres (S.-et-O.), au lieu dit « l'Abbaye St-Sauveur ».

Le départ aura lieu samedi après-midi. Rendez-vous pour tous les camarades à 14 h. devant le monument aux Morts de la gare St-Lazare.

Pour le collectif apportez le montant du voyage (10 fr.) à la commission d'agit, prop. au local entre 18 et 20 h. jusqu'à vendredi soir.

